L'AFFAIRE DU LYCÉE TECHNIQUE DE NSAM : AU-DELÀ DE L'ÉMOTION, LE PROCÈS D'UNE SOCIÉTÉ EN DÉLIQUESCENCE

I. LE FAIT : QUAND LA COUR DE RÉCRÉATION DEVIENT UN CIRCUIT DE LA MORT

Un jour ordinaire au Lycée Technique de Nsam. Des élèves, encore mineurs pour la plupart, enfourchent des motos au sein même de l'enceinte scolaire. Pas pour un trajet utilitaire. Non. Pour le frisson, pour la frime, pour cette adrénaline factice que les réseaux sociaux ont érigée en mode de vie. Ils roulent vite. Ils roulent mal. Ils roulent comme si la mort était une rumeur lointaine, un concept abstrait réservé aux vieux et aux statistiques.

Puis le drame. Inévitable. Prévisible. Un élève meurt. Fauché par la folie de ses propres camarades, dans un espace censé être un sanctuaire du savoir et de la sécurité.

L'émotion est légitime. Les larmes sont sincères. Les *« ma souffrance de neuf mois »*, *« mon seul enfant »*, *« mon tout »* déchirent le cœur de quiconque possède une once d'humanité. Mais si nous en restons là — à la larme, au cri, au hashtag de circonstance — alors nous serons complices du prochain drame. Car l'émotion, aussi noble soit-elle, ne construit pas de garde-fous.

II. LES PARENTS 3.0 : DE LA PROTECTION À LA DESTRUCTION

Soyons lucides. Cet accident n'est pas un coup du sort. C'est le produit d'une chaîne de défaillances dont le premier maillon se trouve dans nos salons, dans nos familles, dans cette nouvelle forme de parentalité que j'appelle **la parentalité 3.0**.

Le parent 3.0 est celui qui considère que son enfant est un être sacré, intouchable, au-dessus de toute remontrance. C'est celui qui, lorsque le surveillant général ose lever la voix, débarque au lycée en hurlant : ***« Qui a touché à mon enfant ? »***. C'est celui qui transforme chaque sanction disciplinaire en affaire d'État, chaque rappel à l'ordre en agression psychologique.

« Ma souffrance de neuf mois » — oui, vous avez souffert. Mais cette souffrance vous donne-t-elle le droit de livrer à la société un être incapable de respecter une règle élémentaire de sécurité ? *« Mon seul enfant »* — justement, s'il est le seul, pourquoi lui permettez-vous de jouer avec sa vie sur une moto, à 16 ans, dans une cour d'école ? *« Mon tout »* — mais votre *« tout »* est aujourd'hui un corps sans vie, et votre amour inconditionnel n'a pas suffi à le protéger de lui-même.

La vérité est brutale mais elle doit être dite : **trop de liberté devient liberticide**. En refusant toute discipline, en diabolisant l'autorité, en faisant de l'enfant un roi tyrannique, ces parents ne protègent pas leur progéniture. **Ils la vendent à la mort**. Ils la livrent, pieds et poings liés, à ses propres pulsions adolescentes, sans frein, sans boussole, sans conscience du danger.

L'enfant roi devient l'enfant mort. Et les mêmes parents qui hurlaient contre le surveillant **« autoritaire »** hurlent aujourd'hui contre le ciel, contre l'État, contre le proviseur, contre tout le monde — sauf contre eux-mêmes.

III. LA DÉLINQUANCE SCOLAIRE : LE SYMPTÔME D'UN EFFONDREMENT

Ne nous y trompons pas. Ce qui s'est passé à Nsam n'est pas un cas isolé. C'est le symptôme d'un délitement plus profond. Dans nos lycées, nos collèges, nos écoles, l'indiscipline a cessé d'être l'exception pour devenir la norme.

Les élèves fument en plein cours. Ils insultent les enseignants. Ils se battent en plein amphithéâtre. Ils roulent à moto, en voiture parfois, dans des enceintes scolaires. Et quand un adulte tente d'intervenir, la réponse est immédiate et violente : menace, chantage, appel aux parents, plainte sur les réseaux sociaux, voire agression physique.

Le lycée n'est plus un lieu d'apprentissage. Il est devenu, dans trop de cas, une zone de non-droit où l'élève est roi, le professeur est otage, et le règlement intérieur est un chiffon de papier que personne ne lit et que tout le monde méprise.

L'accident de Nsam est le point d'orgue de cette dérive. Quand on laisse des adolescents transformer un établissement scolaire en circuit de moto, on ne s'étonne pas du résultat. On le pleure. Et on recommence, jusqu'au prochain drame.

IV. L'IMPUNITÉ : LE CARBURANT DE LA TRAGÉDIE

Mais il serait malhonnête de rejeter toute la faute sur les parents et les élèves. Car cette tragédie s'inscrit dans un contexte sociétal plus large : celui d'un **Cameroun où l'impunité est devenue la règle et la sanction l'exception**.

Qui a laissé ces motos entrer dans l'enceinte du lycée ? Où était la surveillance ? Où était le proviseur ? Où étaient les forces de l'ordre censées sécuriser les abords des établissements scolaires ?

Dans notre pays, on ne sanctionne pas. On *« gère »*. On *« calme »*. On *« étouffe »*. On attend que la vague d'indignation passe, on enterre le mort, on verse quelques larmes de crocodile à la télévision, et on passe à l'affaire suivante.

Le conducteur de la moto qui a tué son camarade sera-t-il poursuivi ? Le proviseur sera-t-il tenu responsable de la faille sécuritaire ? Les parents qui ont offert une moto à un mineur seront-ils inquiétés ? Nous connaissons déjà la réponse. **Non**. Parce que dans cette société, la responsabilité est un mot vide, un concept de manuel de morale que personne n'applique.

L'impunité est le carburant de la tragédie. Tant que l'on ne sanctionnera pas sévèrement, publiquement, exemplairement les mêmes scènes se reproduiront. À Nsam, à Nkomo, à Bépanda, à Bamenda, partout.

V. LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE : UN MIROIR TENDU À TOUS

Cette affaire est un miroir. Et ce qu'il reflète est laid.

Aux parents, il dit : votre amour n'est pas une excuse. Aimer, c'est aussi dire non. C'est aussi sanctionner. C'est aussi refuser que votre enfant de 16 ans roule à tombeau ouvert sur une moto. Si vous ne le faites pas, la route le fera à votre place. Et la route, elle, ne pardonne pas.

Aux enseignants et chefs d'établissement, il dit : votre silence est une complicité. Chaque moto que vous laissez entrer, chaque écart que vous ignorez par peur des représailles, chaque sanction que vous n'appliquez pas est une pierre posée sur le chemin du prochain drame.

Aux autorités, il dit : vos circulaires ne suffisent pas. Vos discours non plus. Il faut des actes. Des contrôles. Des sanctions. Des fermetures d'établissements défaillants. Des poursuites judiciaires contre les responsables.

À la société tout entière, il dit : nous avons collectivement failli. Nous avons laissé l'enfant roi devenir un tyran, l'école devenir un chaos, et la mort devenir banale. Et nous continuons de pleurer sans agir, de crier sans construire, de dénoncer sans sanctionner.

CONCLUSION : PLEURER NE SUFFIT PLUS

L'élève mort au Lycée Technique de Nsam ne reviendra pas. Aucune larme, aucun hashtag, aucune cérémonie officielle ne le ramènera. Sa mère pleurera son *« tout »* jusqu'à son dernier souffle, et elle aura raison.

Mais si nous voulons que sa mort ne soit pas vaine, il faut que quelque chose change. **Maintenant**. Pas demain. Pas après le prochain drame. Maintenant.

Il faut que les parents acceptent de n'être pas des amis de leurs enfants, mais des éducateurs. Il faut que l'école redevienne un lieu d'autorité et de discipline. Il faut que la justice cesse d'être un mot creux et devienne une réalité tangible. Il faut que l'impunité cesse d'être la norme.

Car tant que nous n'aurons pas le courage de regarder cette tragédie en face au-delà de l'émotion, au-delà des larmes, au-delà des condamnations de façade, nous continuerons d'enterrer nos enfants. Et nous continuerons de nous demander, à chaque enterrement, avec la même hypocrisie : **« Comment en est-on arrivé là ? »**.

On le sait très bien comment. On a juste refusé de l'admettre.

« Trop de liberté devient liberticide. L'enfant roi finit enfant mort. Et la société qui l'a couronné porte le deuil de sa propre lâcheté. »

Source : (1) Facebook : RUFIN JANVIER BITEBENE ONGONO